

Agence pour l'Enseignement Français à
l'Etranger
Sous-Direction de l'Immobilier

23, Place de Catalogne
75014 PARIS

aefe

Agence pour
l'enseignement français
à l'étranger

Rénovation des installations de climatisation et du réseau eau potable du Lycée Jean MERMOZ à DAKAR



GROUPE CETAB
6, passage Tenaille
75014 PARIS
☎ : 01 43 21 36 94
✉ : cetab.paris@cetab.fr

CCTP **Lot 00 – Prescriptions communes** **à tous les lots**

PHASE : DCE	Date : Juillet 2024	N°d'affaire : 2214	Rédacteur : XC Diffusion : KL	Indice			
				A	B	C	D
				E	F	G	H

Date	Indice	Modifications

SOMMAIRE

1 - REPARTITION DES OUVRAGES - PRESENTATION SOMMAIRE DES TRAVAUX	5
2 - PRESCRIPTIONS COMMUNES.....	6
2.1 - CONSISTANCE DES TRAVAUX ET CONDITIONS D'EXECUTION	6
2.2 - PRELIMINAIRES - REFERENCES AUX NORMES ET REGLEMENTS.....	6
2.3 - VERIFICATION DES DOCUMENTS	8
2.4 - CHOIX ET QUALITE DES MATERIAUX / PROTOTYPES	8
2.5 - PRODUITS SIMILAIRES.....	8
2.6 - TRAITS DE NIVEAUX ET TRACES	9
3 - AUTRES ETUDES ENTREPRISES.....	10
3.1 - PLANS D'EXECUTION	10
3.2 - SYNTHESES TECHNIQUES ET PLANS DE RESERVATIONS	10
3.3 - PLANNING D'EXECUTION DETAILLE.....	10
3.4 - DOSSIERS TECHNIQUES.....	11
3.5 - DOSSIERS DES OUVRAGES EXECUTES	11
3.6 - FORMATION DES PERSONNELS	11
4 - CONTRAINTES PARTICULIERES LIEES AUX TRAVAUX EN SITE OCCUPE.....	12
4.1 - TRAVAUX EN SITE OCCUPE	12
4.2 - HORAIRES DU CHANTIER.....	12
4.3 - MAINTIEN EN SERVICE DES BATIMENTS EXISTANTS.....	12
4.4 - DEROULEMENT DES OPERATIONS	13
4.5 - PENETRATION DANS LES ZONES OCCUPEES	13
4.6 - DEPLACEMENT DE MOBILIER - PROTECTION.....	13
4.7 - APPROVISIONNEMENT DES MATERIAUX	13
4.8 - PROTECTION CONTRE LE BRUIT ET LA POUSSIERE.....	14
4.9 - SECURITE DES TIERS.....	14
5 - CONTROLE DES TRAVAUX.....	15
6 - COORDINATEUR SPS.....	16

7 - MESURES D'ORDRE GENERAL	17
7.1 - LANGUE DE TRAVAIL	17
7.2 - ASSURANCE.....	17
7.3 - GARANTIE.....	17
7.4 - INTERPRETATION DES DOCUMENTS	17
7.5 - VERIFICATION DES DISPOSITIONS DE SECURITE	17
7.6 - OMISSIONS DANS LES PROJETS ENTREPRISES	18
7.7 - NORMES APPLICABLES	18
8 - ESSAIS ET CONTROLES	19
8.1 - ESSAIS RESULTANT DE LA LOI SUR LES ASSURANCES	19
8.1.1 - Solidité des ouvrages.....	19
8.1.2 - Vérification de fonctionnement.....	19
8.2 - CONTROLES RELATIFS A LA SECURITE	19
8.3 - AUTRES ESSAIS ET CONTROLES	20
9 - TOLERANCES D'EXECUTION ET REGLEMENTATION HANDICAPE	21
10 - DICT	22
11 - PLAN D'IMPLANTATION DE CHANTIER	23
11.1 - PORTAILS DE CHANTIER.....	23
11.2 - PORTES DE CHANTIER	23
11.3 - GUERITE DE CONTROLE D'ACCES	24
11.4 - SIGNALISATION INTERIEURE	24
11.5 - SIGNALISATION EXTÉRIEURE	24
11.6 - AUTORISATION DE VOIRIE	24
11.7 - AIRE DE STABILITÉ DES ÉCHAFAUDAGES DE FAÇADES.....	25
11.8 - INSTALLATION ET ORGANISATION DE CHANTIER	25
11.8.1 - Conditions d'accès au site des entreprises	25
11.8.2 - Conditions des ouvriers au chantier et stationnement.....	25
11.8.3 - Conditions d'accès au site pour les livreurs.....	25
11.8.4 - Conditions d'accès au site des visiteurs	25
11.8.5 - Conditions d'intervention au site des sous-traitants	26
11.8.6 - Contrôle d'accès	26
11.8.7 - Dispositions de chantier	26
11.8.8 - Base vie.....	26
11.8.9 - Benches de chantier.....	27
11.8.10 - Réseaux, Alimentation en eau du chantier, distribution d'énergie électrique	27
11.9 - PANNEAU DE CHANTIER.....	27
11.10 - ÉTANCHÉITÉ PROVISOIRE	27
11.11 - PROTECTION DES OUVRAGES	28
11.12 - PROTECTION INCENDIE.....	28
11.13 - STOCKAGE DES MATERIAUX.....	28
12 - RÉCEPTION DES SUPPORTS	29

13 - APPROVISIONNEMENTS – PROTECTIONS – DEGRADATIONS 30

13.1 - APPROVISIONNEMENT DES MATERIAUX ET MATERIELS30

13.2 - PROTECTION DES OUVRAGES30

13.3 - DEGRADATIONS – VOLS30

14 - NETTOYAGES..... 31

14.1 - NETTOYAGE DES INSTALLATIONS BASE VIE31

14.2 - NETTOYAGE DU CHANTIER31

14.3 - NETTOYAGE DES ABORDS DU CHANTIER.....31

14.4 - EQUIPE DE NETTOYAGE.....31

14.5 - NETTOYAGE DE FINITIONS.....32

1 - REPARTITION DES OUVRAGES - PRESENTATION SOMMAIRE DES TRAVAUX

Le présent projet concerne les travaux de rénovation des installations de climatisation et du réseau eau Potable du lycée Jean Mermoz de Dakar, pour le compte de l'Agence pour l'Enseignement du Français à l'Etranger.

Les travaux sont prévus répartis en 2 lots distincts, décrits ci-après :

- Lot 01 - Climatisation / Plomberie Sanitaires
- Lot 02 - VRD

Le présent projet concerne :

- Le remplacement complet des installations de rafraichissement,
- Le remplacement complet des réseaux de distribution enterrés d'EFS,
- Le remplacement complet des candélabres d'éclairage extérieurs photovoltaïques,
- La mise en œuvre d'une cuve de stockage d'EFS enterrée supplémentaire.

Le projet est prévu réalisé en tranche et selon le découpage suivant :

- **Tranche Ferme :**
 - Tous travaux nécessaires au remplacement et à la mise en œuvre de compléments des systèmes de rafraichissement.
- **Tranche optionnelle 1 :**
 - Réalisation des travaux de remplacement des réseaux enterrés de distribution d'eau,
 - Remplacement des sous-compteurs existants et mise en œuvre du télérelevé,
 - Création d'une cuve de stockage supplémentaire d'eau potable enterrée.
- **Tranche optionnelle 2 :**
 - Fourniture, pose et mise en service de candélabres d'éclairage extérieur photovoltaïques.

L'entreprise chiffrera donc au titre de sa DPGF les travaux en respectant ce découpage spécifique.

2 - PRESCRIPTIONS COMMUNES

Le chantier est prévu réalisé en milieu occupé.

Cette contrainte engendrera une organisation particulière pour la phase travaux.

En complément de cette organisation, l'ensemble des opérations et notamment la phase travaux sera soumise aux règles énoncées par les services du lycée.

Ces contraintes concernent notamment :

- Les procédures d'accès à l'enceinte.
- Les procédures d'intervention dans les zones particulières.
- Le respect des règles de diffusion des documents.

2.1 - CONSISTANCE DES TRAVAUX ET CONDITIONS D'EXECUTION

Les CCTP décrivent un programme et des principes constructifs ; l'entreprise doit sur la base de ce cadre le parfait achèvement des ouvrages. La nécessité d'éléments de dimensions supérieures aux plans du DCE ou d'ouvrages de liaison avec les autres corps d'état pour une finition complète des travaux ne donnera lieu à aucune majoration du montant forfaitaire.

Ils seront exécutés conformément aux codes de la commande publique français ainsi que le CCAG travaux français.

L'ensemble des documents remis au dossier (C.C.T.P.) a pour but de renseigner d'une manière générale le titulaire sur la nature des travaux à effectuer.

Le titulaire est supposé avoir pris connaissance de l'ensemble des documents du marché, et à ce titre il est garant des performances de ses ouvrages en termes de :

- Solidité.
- Respect des réglementations acoustiques, incendie...

Toutefois il est précisé que ces indications n'ont aucun caractère limitatif et que le titulaire de par sa qualification professionnelle est tenu de compléter et de prévoir dans l'établissement de ses prix tous les frais indispensables et nécessaires à l'insertion des autres corps de métier pour arriver à la complète exécution.

De ce fait, il ne saurait être accordé de majoration quelconque au prix consenti pour raison d'omission, insuffisance ou imprécision.

2.2 - PRELIMINAIRES - REFERENCES AUX NORMES ET REGLEMENTS.

Le titulaire aura une parfaite connaissance des travaux quant à :

- La situation.
- La consistance et l'étendue.
- L'état des constructions et autres ouvrages environnants.
- La présence de canalisations, réseaux divers et ouvrages apparents.
- Les précautions et autres actions résultantes de l'opération.

Il aura également connaissance de tous les textes réglementaires conformément aux prescriptions en vigueur au moment de la consultation en Finlande.

LES OUVRAGES « TRADITIONNELS » SERONT EXECUTES CONFORMEMENT AUX DOCUMENTS NORMATIFS (D.T.U. NORMES, REGLES PROFESSIONNELLES, FASCICULES DU C.C.T.G.) PUBLIES A LA DATE DE L'APPEL D'OFFRES

LES OUVRAGES EXECUTES AU MOYEN DE PROCEDES OU MATERIAUX « NON TRADITIONNELS » SERONT REALISES CONFORMEMENT AUX PRESCRIPTIONS DES AVIS DU CSTB.

- De plus, ils devront être acceptés par l'A.F.A.C. (Association Française des Assureurs Construction).
- La mise en œuvre de ces procédés ou matériaux devra respecter ces avis techniques en tenant compte des éventuelles restrictions apportées par l'A.F.A.C.

LA DISTINCTION ENTRE « TRADITIONNEL » ET « NON TRADITIONNELS » SERA DANS LES CAS DOUTEUX DETERMINEE PAR LE MAITRE D'ŒUVRE ET LE BUREAU DE CONTROLE.

Pour l'ensemble des règles et normes et pour l'ensemble des corps d'état, l'entreprise devra respecter l'ensemble des normes applicables au sein de l'Union Européenne (EN), ainsi qu'en Finlande.

Si des incompatibilités devaient apparaître entre les normes européennes et finlandaises, la norme européenne prévaudra.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire appliquer les normes françaises, ou équivalent, en accord avec le Maître d'Ouvrage.

Raison : Article R2111-9 du CCP :

Les normes ou documents sont accompagnés de la mention " ou équivalent " et choisis dans l'ordre de préférence suivant :

- 1° Les normes nationales transposant des normes européennes ;
- 2° Les évaluations techniques européennes ;
- 3° Les spécifications techniques communes ;
- 4° Les normes internationales ;
- 5° Les autres référentiels techniques élaborés par les organismes européens de normalisation ou, en leur absence, les normes nationales, les agréments techniques nationaux ou les spécifications techniques nationales en matière de conception, de calcul et de réalisation des ouvrages et d'utilisation des fournitures.

La définition des normes ou autres documents mentionnés au présent article figure dans un avis annexé au présent code.

2.3 - VERIFICATION DES DOCUMENTS

Le titulaire devra vérifier soigneusement toutes les côtes portées aux dessins et s'assurer de leur concordance dans les différents plans.

Il devra s'assurer sur place avant toute mise en œuvre de la possibilité de suivre les côtes et indications portées sur les plans.

- AUCUNE COTE NE DEVRA ETRE PRISE A L'ECHELLE (grandeurs réelles seules).

Les cotes figurant sur les plans coupes et détail indiquent les dimensions et sections minimales des ouvrages finis. Pour les plans de détails, ceux établis à une plus grande échelle prévaudront sur les autres.

Le titulaire ne pourra en aucun cas modifier quoique ce soit au projet du Bureau d'Etudes.

- Il devra demander tous les renseignements complémentaires sur les points qui lui sembleraient douteux ou incomplets, ou non conformes aux Règles de l'Art et aux Prescriptions Légales.

Les DPGF fournis avec le dossier de consultation des entreprises comportent des quantités qui ont été établies par la maîtrise d'œuvre et qui sont données à titre indicatif. Le titulaire devra vérifier ces quantités lors de la consultation. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune rémunération complémentaire pour erreur de quantité, son engagement contractuel avec le maître d'ouvrage étant global et forfaitaire.

2.4 - CHOIX ET QUALITE DES MATERIAUX / PROTOTYPES

Les choix des marques et des produits à mettre en œuvre, désignés dans le C.C.T.P. et indications portées sur les plans sont donnés à titre indicatif. Le titulaire pourra proposer des produits techniquement équivalents dits « produits similaires » (voir chapitre III.5).

Tout ouvrage façonné en usine sera préalablement soumis au visa du Bureau d'Etudes et du Maître d'Ouvrage

L'entreprise privilégiera des équipements robustes et simples techniquement. Les matériaux seront, eux, choisis pour leur résistance et leur noblesse.

Un échantillon des produits devra être accepté avant tout approvisionnement, au début des travaux conformément aux indications de l'Architecte et du Bureau d'Etudes.

2.5 - PRODUITS SIMILAIRES

Le titulaire pourra proposer dans son offre, des produits analogues dans des marques différentes, si les produits proposés, correspondant exactement en fonction de leur nature, de l'usage, des conditions techniques, des degrés de qualité et de finition exigés et de leur aspect.

2.6 - TRAITS DE NIVEAUX ET TRACES

Les repères de niveau et tracés de construction seront assurés et entretenus par le titulaire autant de fois qu'il sera nécessaire au cours du chantier.

Les tracés intérieurs, pour exécution des cloisons à la pose des huisseries seront réalisés par le titulaire autant de fois que nécessaire pour une parfaite lisibilité sur les murs, cloisons et ouvrage de menuiserie.

3 - AUTRES ETUDES ENTREPRISES

3.1 - PLANS D'EXECUTION

Le titulaire établira pendant la période de préparation de chantier et à partir des plans de principe remis au dossier et à ses frais, avec le bureau d'études de son choix, toutes les notes de calculs et plans d'exécution correspondants pour :

- Les ouvrages ayant fait l'objet d'étude préliminaire.
- Les ouvrages n'ayant pas fait l'objet d'étude préliminaire, mais nécessitant l'acceptation par le Bureau de Contrôle d'une étude technique préalable à leur exécution (tels que structures métalliques, etc...).

Les notes détaillées, plans schémas, programmes devront être remis en temps opportun pour agrément de l'Architecte, du bureau d'études, du Maître d'Ouvrage et du bureau de contrôle pendant la période de préparation qui suit l'ordre de service d'ouverture du chantier, et au plus tard dans tous les cas 30 jours minimum avant le démarrage des travaux.

Après modifications éventuelles et agrément, les différents documents seront reproduits et diffusés par le titulaire en autant d'exemplaires qu'il sera nécessaire.

3.2 - SYNTHES TECHNIQUES ET PLANS DE RESERVATIONS

Pendant la période de préparation de chantier, le titulaire effectuera la synthèse technique propre à son corps d'état à partir des éléments fournis par les autres corps d'état et remettra à la maîtrise d'œuvre les plans de synthèse intégrant l'ensemble des corps d'états techniques.

3.3 - PLANNING D'EXECUTION DETAILLE

Pendant la période de préparation de chantier, le titulaire réalisera le planning détaillé d'exécution des travaux à partir du délai global indiqué dans les pièces constitutives du marché. Ce planning sera soumis à l'OPC qui synthétisera l'ensemble des plannings et produira le planning d'exécution détaillé qui sera notifié à chaque titulaire par OS. Les réajustements du planning seront réalisés par l'OPC à partir des éléments fournis par le titulaire de chaque corps d'état.

Une fois le planning des immobilisations précises des différents bâtiments validé par le client, des pénalités spécifiques prévues au CCAP de non-respect de ces phases seront appliquées en cas de retard ou de décalage. Toute modification nécessaire de ce planning des immobilisations validé par le client en début de phase d'exécution devra être demandée au moins 1 mois en avance.

L'OPC montera le planning général de chantier en tenant compte des temps par tâches transmis par les entreprises. Ce planning sera soumis à acceptation de chacune des entreprises et sera rendu contractuel.

3.4 - DOSSIERS TECHNIQUES

Pendant la période de préparation de chantier, le titulaire fournira les dossiers techniques complets comprenant les caractéristiques techniques de l'ensemble des matériels et matériaux qu'ils mettront en œuvre sur le chantier. Ce dossier sera complété de l'ensemble des procès-verbaux (PV coupe-feu, acoustique, ...) lié aux matériels et matériaux.

3.5 - DOSSIERS DES OUVRAGES EXECUTES

A la fin des travaux et avant la réception définitive de chantier, l'entreprise devra, pour chaque corps d'état, fournir le dossier complet DOE comprenant :

- Fiches techniques de l'ensemble des matériels et matériaux mis en œuvre.
- PV de l'ensemble des matériels et matériaux mis en œuvre.
- Toutes les notes de calculs validées.
- Les cahiers d'utilisation et de garantie des matériels.
- Les cahiers des charges par corps d'état technique de maintenance annuelle des équipements installés.
- Les plans de recollement à jour.

La situation financière concernée ne sera validée qu'à réception de ces documents et après visa de la MOE. La réception des ouvrages ne sera prononcée qu'après validation des documents.

3.6 - FORMATION DES PERSONNELS

Dans le cadre du transfert de compétence, chaque entreprise devra la formation des utilisateurs finaux à l'utilisation des systèmes qu'elle aura mis en œuvre.

Cette formation sera accompagnée de la remise d'un cahier d'utilisation clair et rédigé à l'adresse de personnes non sachantes.

4 - CONTRAINTES PARTICULIERES LIEES AUX TRAVAUX EN SITE OCCUPE

4.1 - TRAVAUX EN SITE OCCUPE

Les travaux seront réalisés en site occupé. Les travaux ne pourront se faire qu'après information des occupants de la zone concernée et accord du Maître de l'Ouvrage.

L'organisation suivante est attendue :

- a) Valider en période de préparation du chantier le planning des immobilisations avec le Maître d'Ouvrage.
- b) Valider chaque mois N les modalités d'organisation précises du chantier du mois N+1 et prévisionnel du mois N+2 (libération des locaux, installation des personnels dans les bureaux temporaires, précision des nuisances attendues, gestion des déplacements de fournitures, gestion des accès et des circulations, etc.).
- c) Alerter au plus tôt de tout changement non prévu et faire valider par le Maître d'Ouvrage.

L'ensemble de clauses d'organisation du chantier sera inclus et validé par l'OPC.

4.2 - HORAIRES DU CHANTIER

Horaires d'accès autorisés au chantier :

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
8h-12h	8h-12h	8h-12h	8h-12h	8h-12h		
13h-19h	13h-19h	13h-19h	13h-19h	13h-19h		

4.3 - MAINTIEN EN SERVICE DES BATIMENTS EXISTANTS

Les mesures conservatoires ont pour objet d'assurer la continuité de service du bâtiment durant toute la durée des travaux et comprendront :

- Le maintien en service des alimentations /courants forts et faibles.
- Le maintien en service des réseaux EFS/ECS et chauffage.
- Le maintien en service des installations de climatisation.
- Toutes dispositions provisoires induites par le phasage et nécessaires au bon fonctionnement.

Les travaux seront chronologiquement réalisés, à partir des investigations nécessaires à la connaissance des installations, découleront les principales tâches à réaliser pour le maintien en service des installations.

Le titulaire à sa charge, toutes les mesures conservatoires permettant de maintenir les installations fonctionnelles : liaisons provisoires, réalimentations provisoires, déposes et poses...

4.4 - DEROULEMENT DES OPERATIONS

Les travaux devant être réalisés dans un site occupé, toutes les mesures doivent être prises pour ne générer qu'une moindre gêne aux occupants.

A cet effet :

- Le nombre et la durée des interventions relatives à chaque salle de classe, bureau ou zone sont limités au strict minimum.
- Les déchets, gravats et emballages sont évacués au fur et à mesure de leur production, et en tout cas, au moins une fois par jour.
- Dans l'attente de leur mise en œuvre, les matériaux et matériels ne doivent pas être stockés à l'intérieur des locaux ou dans les circulations communes.

A la remise de leur proposition, les titulaires doivent indiquer les moyens et modes d'intervention qu'il se propose d'utiliser pour l'obtention de ces résultats.

4.5 - PENETRATION DANS LES ZONES OCCUPEES

Le Maître d'Ouvrage se charge de la campagne d'information nécessaire auprès de ses occupants pour annoncer la réalisation des travaux dans les salles de classe, bureaux ou locaux.

C'est toutefois les titulaires qui préciseront les jours et heures d'intervention de son personnel aux différents occupants, et qui assurent l'organisation des rendez-vous ou des réunions d'information nécessaires à la bonne marche des travaux.

4.6 - DEPLACEMENT DE MOBILIER - PROTECTION

Le titulaire doit demander aux occupants de déplacer les éléments de rangement, les objets et le mobilier gênant l'avancement des travaux de réhabilitation. Il pourra cependant être appelé à assurer lui-même ces opérations dans des situations particulières (absence ou incapacité physique du personnel, par exemple).

Le titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires à la protection des mobiliers, objets et biens appartenant aux occupants, avec des bâches, couvertures, etc...., afin d'éviter toute contestation et procédure à son encontre en cours ou à la fin des travaux.

4.7 - APPROVISIONNEMENT DES MATERIAUX

Le titulaire a à sa charge tous les frais relatifs aux installations nécessaires à l'exécution des travaux (location, pose, dépose, transport, consommations d'eau et d'énergie, etc..).

Les opérations de levage ne doivent causer aucune dégradation au bâtiment existant, et être conduites de façon à assurer la sécurité absolue des personnes travaillant sur le chantier, ainsi que des tiers.

4.8 - PROTECTION CONTRE LE BRUIT ET LA POUSSIERE

Le titulaire prendra toutes les dispositions pour ne pas occasionner de gêne auditive à l'égard des élèves et de travail des personnels du lycée.

Le plus grand soin sera apporté au respect des conditions de vie et de tranquillité de l'ensemble immobilier, en réduisant au maximum les nuisances inhérentes au déroulement du chantier (utilisation de matériel insonorisé, aménagement des horaires de travail, etc..).

4.9 - SECURITE DES TIERS

Pendant la durée des travaux, l'entreprise devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin de ne causer aucun dommage aux bâtiments et ouvrages voisins.

Dans le cas contraire, elles seront tenues pour seules responsables des dommages causés et devront en supporter les conséquences.

5 - CONTROLE DES TRAVAUX

Le Bureau de Contrôle désigné et réglé directement par le Maître d'Ouvrage sera :

.....

Des opérations de contrôle des ouvrages seront effectuées à différents stades de la construction par ce bureau.

Tous les échantillons ainsi que les essais correspondants et nécessaires aux opérations de contrôle seront dus et fournis par le titulaire sur simple demande.

Le titulaire sera tenu de fournir au bureau de contrôle tous les plans, notes de calculs, procès-verbaux d'essais, avis techniques et de manière générale tous les documents nécessaires à la conduite de sa mission de contrôle technique. Les documents seront communiqués au minimum 15 jours avant le début des travaux.

6 - COORDINATEUR SPS

La coordination SPS du chantier sera assurée par :

.....

7 - MESURES D'ORDRE GENERAL

7.1 - LANGUE DE TRAVAIL

La langue imposée à l'écrit comme à l'oral sera le français, avec possibilité d'écrire et d'échanger oralement en français si la nationalité des acteurs le permet.

7.2 - ASSURANCE

L'entreprise devra souscrire pour la signature du contrat, une assurance « tout risque chantier » valable pour toute la durée du chantier ainsi qu'une assurance au tiers couvrant le montant de l'enveloppe travaux à minima.

7.3 - GARANTIE

Le Maître d'Ouvrage souhaite une garantie de parfait achèvement de 1 an, une garantie de 2 ans constructeurs sur tous les équipements techniques installés et une garantie de 10 ans sur le gros-œuvre et les travaux de VRD (si le droit local le permet, sinon, un « dommage ouvrage » de 5 ans par le titulaire).

7.4 - INTERPRETATION DES DOCUMENTS

Tout ouvrage figurant sur les plans ou décrit dans les C.C.T.P. sera obligatoirement dû par le titulaire, dès l'instant qu'il sera mentionné dans l'une des pièces du dossier, sans qu'il y ait obligation de figurer simultanément dans l'ensemble des pièces.

7.5 - VERIFICATION DES DISPOSITIONS DE SECURITE

Pendant le délai de consultation, et pour l'établissement de sa proposition, le titulaire devra vérifier en s'informant auprès du Contrôleur Technique désigné à l'article 5 ci-dessus.

- Que les dispositions prévues dans le projet, contre les risques d'incendie, respectent intégralement les dispositions du règlement de sécurité qui leur sont applicables, tout comme pour celles relatives aux autres missions techniques confiées au contrôleur technique.
- Toute exigence complémentaire, signalée par le Bureau de Contrôle sera prise en compte.

7.6 - OMISSIONS DANS LES PROJETS ENTREPRISES

Toutes omissions dans les propositions du titulaire, d'ouvrages inclus implicitement ou explicitement dans le cadre des C.C.T.P., ne dispenseront nullement de l'exécution de ces ouvrages.

A plus forte raison, les Entreprises ne devront pas présenter de projet Technique excluant délibérément certains ouvrages, soit parce qu'ils s'éloignent des activités habituelles à l'intérieur de leur corps d'état, soit parce qu'ils leur sont étrangers.

Les limites de prestations précisées dans les C.C.T.P. relatifs aux différents groupes d'ouvrages ont été définies afin d'assurer la réalisation d'un ouvrage complet tel qu'il ressort des plans et des spécifications techniques.

7.7 - NORMES APPLICABLES

Les normes de références pour l'ensemble des prestations de ce projet seront les normes françaises, sauf si la norme locale ou européenne est plus contraignante, auquel cas cette dernière serait appliquée. En cas de doute, une validation par le maître d'œuvre sera nécessaire. Le prestataire est réputé avoir analysé complètement ce point avant le démarrage des travaux.

8 - ESSAIS ET CONTROLES

Les essais et contrôles, tant sur les matériaux et fournitures, que sur les ouvrages en place, seront conduits suivant les prescriptions ci-après, le titulaire étant tenu de s'y conformer.

Ces essais et contrôles sont classés en deux catégories.

Sauf stipulations particulières mentionnées au C.C.T.P., ils seront réalisés dans le cadre du délai contractuel, soit en cours de travaux, soit durant la période des opérations préalables à la réception. Les frais résultants de ces essais et contrôles seront à la charge de l'Entreprise.

8.1 - ESSAIS RESULTANT DE LA LOI SUR LES ASSURANCES

Le Maître d'Ouvrage a confié au Bureau de Contrôle les missions citées au paragraphe 1.3.5 du CCAP. Les contrôles et vérifications nécessaires s'effectueront comme suit :

8.1.1 - SOLIDITE DES OUVRAGES

Le titulaire est tenu de satisfaire sans supplément de prix à toutes demandes du Bureau de Contrôle dans l'exercice de sa mission.

8.1.2 - VERIFICATION DE FONCTIONNEMENT

Ces contrôles et vérifications sont décrits et rappelés au C.C.T.P. propre à chaque corps d'état.

Ils seront conduits suivant les prescriptions du document technique et feront l'objet de procès-verbaux conformes aux modèles du document technique COPREC n° 2.

L'interprétation des résultats sera assurée par le Bureau de Contrôle dans le cadre de la mission qui lui a été confiée.

Le titulaire a la possibilité, s'il le désire de faire réaliser ces essais par un organisme de son choix.

8.2 - CONTROLES RELATIFS A LA SECURITE

Le titulaire est tenu sans supplément de prix,

- De fournir tous documents aux fins de vérifications constructives.
- De fournir tous les procès-verbaux de classification au point de vue de la réaction ou de la résistance au feu établis par les laboratoires agréés, des matériaux utilisés.

Ces procès-verbaux sont remis en même temps que les échantillons des matériaux et avant tout début d'exécution ou de mise en œuvre.

- De satisfaire aux contrôles qu'exécutera le Contrôleur Technique dans le cadre de sa mission.

Sont rappelées les vérifications concernant :

- Les installations électriques (tous corps d'état) en fonction des normes C.15.100 et 13.100.
- Les installations de chauffage et ventilation.

L'emploi des matériaux et produits interdits par la loi est pros crit, notamment l'amiante sous toutes ses formes.

8.3 - AUTRES ESSAIS ET CONTROLES

Le titulaire devra en outre satisfaire aux essais particuliers mentionnés dans le CCTP.

9 - TOLERANCES D'EXECUTION ET REGLEMENTATION HANDICAPE

Le titulaire doit réaliser ses ouvrages en fonction des tolérances d'exécution fixées par les DTU et par la réglementation handicapée. À ce titre, la réglementation handicapée fixe des côtes minimales pour les ouvrages à réaliser. Ces côtes devront être obligatoirement respectées, en cas de non-respect le titulaire devra la remise en conformité à ses frais (démolition des ouvrages non conforme et reconstruction suivant la réglementation).

10 - DICT

Le titulaire fera, AVANT son intervention les demandes de DICT aux différents concessionnaires. Elle ne pourra commencer ses travaux sans obtention des réponses aux DICT et transmettra une copie de celles-ci au Maître d'Œuvre et au coordonnateur SPS. Le titulaire a, à sa charge, d'éviter les risques d'interférence et d'endommagement d'éventuels réseaux existants sur le site concerné par l'opération.

11 - PLAN D'IMPLANTATION DE CHANTIER

Le titulaire devra l'établissement du plan définitif des installations de chantier. Ce document sera établi à partir des informations du PGC SPS.

Le plan d'installation comportera

- Les accès au chantier.
- L'implantation des grues et moyens de levage (Le branchement, les frais d'alimentation et l'entretien de la grue de chantier sont à la charge exclusive du titulaire).
- Les zones de stockage et conditions d'accès au site pour les livreurs.
- Les conditions d'accès au site pour les visiteurs.
- Les conditions d'intervention au site des sous-traitants.
- Le contrôle des accès.
- L'implantation des bureaux et locaux d'entreprises, des sanitaires, douches, réfectoire, vestiaires.
- L'implantation des bureaux provisoires à destination des occupants des lieux.
- Les réseaux de distribution d'eau (intérieurs et extérieurs).
- Les réseaux d'assainissement.
- Les réseaux d'alimentation électrique.
- Les bennes de traitements des déchets.
- Les réseaux d'éclairage extérieurs et intérieurs.
- La clôture périphérique de hauteur minimum 1.80 m.
- La clôture et les portails devant prendre place pendant la durée de retrait du portail existant.

Conformément au plan d'installation de chantier, le titulaire aura à sa charge le maintien de la clôture et du portail d'accès et leur entretien. L'entreprise doit leur maintien en parfait état pendant toute la durée des travaux ainsi que de toutes les zones d'intervention des engins (pieds de façade, etc) compris toutes les sujétions pour leur sécurisation.

11.1 - PORTAILS DE CHANTIER

A la charge du titulaire : Fourniture et mise en place de portails à l'entrée et à la sortie du chantier, dimensions largeur indicatives à préciser (cf plan de principe des installations de chantier), hauteur dito clôtures de chantier.

Toutes sujétions comprises de supports, fixations, réglages.

Localisation : Suivant plan de repérage et notamment au droit des entrées livraison.

11.2 - PORTES DE CHANTIER

A la charge du titulaire : Selon plan de principe d'installations de chantier, fourniture et mise en place de portes métalliques équipées de serrures avec dispositif antipanique.

Ces portes seront également équipées d'un dispositif complet de contrôle d'accès électronique autonome (verrouillage, lecteur de badges, contrôleur de porte...)

11.3 - GUERITE DE CONTROLE D'ACCES

A la charge du titulaire : Fourniture et mise en place d'une guérite équipée de portes et serrures, pour assurer le contrôle d'accès du chantier comprenant socle en béton armé, équipement comprenant téléphone, électricité, éclairage, vidéo et chauffage d'appoint.

Le branchement électrique de la guérite est à prévoir sur le TGBT du chantier.

Implantation selon plan d'installation de chantier.

11.4 - SIGNALISATION INTERIEURE

A la charge du titulaire :

Tout panneau nécessaire à la sécurité des usagers et du personnel sur site :

- Panneaux « zone de stockage ».
- Panneau « zone de travaux ».
- Panneaux nécessaires à l'orientation des flux élèves et professeurs, visiteurs et compagnons.

11.5 - SIGNALISATION EXTÉRIEURE

A la charge du titulaire :

Tout panneau nécessaire à la sécurité des usagers et du personnel de chantier :

- 2 panneaux travaux par zone de travaux en amont et en aval du chantier.
- « Chantier interdit au public » sur tout le pourtour du site.
- « Port du casque obligatoire ».
- « Port de chaussures sécurité obligatoire ».
- Éclairage par lanternes si nécessaire.
- Panneaux signalisation routière conformément à la réglementation.
- « Danger sortie de camion ».
- Interdiction de stationner.
- « STOP » à la sortie de chantier.

11.6 - AUTORISATION DE VOIRIE

Sans objet.

11.7 - AIRE DE STABILITÉ DES ÉCHAFAUDAGES DE FAÇADES

Le titulaire est réputé avoir inclus dans son prix la confection et l'enlèvement des plates-formes nécessaires à l'installation de ses échafaudages et moyens de levage de l'ensemble des corps d'états. Les remblais et nivellements préalables des aires d'installations sont à sa charge.

11.8 - INSTALLATION ET ORGANISATION DE CHANTIER

Suivant Plan Général de Coordination.

11.8.1 - CONDITIONS D'ACCES AU SITE DES ENTREPRISES

L'entrée et la sortie du chantier seront confondues, il sera donné la priorité aux véhicules sortants.

La circulation à contre sens est rigoureusement interdite.

Avant le début de son intervention, le titulaire remettra au responsable du site la liste nominative des intervenants.

Un cahier de présence sera mis en place dans le bureau de chantier ; chaque intervenant devra y porter son nom, ainsi que le nom de la société quotidiennement.

11.8.2 - CONDITIONS DES OUVRIERS AU CHANTIER ET STATIONNEMENT

Seuls les véhicules de chantier des entreprises sont admis dans l'enceinte du chantier. Les autres véhicules.

(Véhicules personnels des ouvriers, ...) devront stationner dans les rues à proximité du chantier.

D'une manière générale, pour limiter l'encombrement des rues à proximité du chantier les entreprises devront favoriser le covoiturage des ouvriers, en prévoyant des rendez-vous à leur dépôt ou au siège de leur entreprise, puis des véhicules communs jusqu'au chantier par exemple.

11.8.3 - CONDITIONS D'ACCES AU SITE POUR LES LIVREURS

Les fournisseurs sont placés sous la responsabilité de l'entreprise pour laquelle ils interviennent. L'entreprise mandataire doit assurer la sécurité des livreurs, fournisseurs, prestataires et de l'ensemble des intervenants.

Les entreprises communiqueront avec la commande les règles de circulation et les consignes à respecter sur le site.

11.8.4 - CONDITIONS D'ACCES AU SITE DES VISITEURS

L'entreprise qui accueille des visiteurs est responsable de leur sécurité et doit fournir le matériel et les informations concernant cette sécurité. L'entreprise assure la sécurité des visiteurs.

11.8.5 - CONDITIONS D'INTERVENTION AU SITE DES SOUS-TRAITANTS

Tout intervenant, sous-traitant ou travailleur indépendant, sera informé et soumis aux obligations du P.G.C.S.P.S qui lui sera transmis par l'entreprise titulaire et aura obtenu l'agrément du maître d'ouvrage. Chacun de ces intervenants devra prendre contact avec le coordonnateur afin de faire une visite de chantier préalable (contact 10 jours avant l'intervention minimum).

Chacun d'eux devra également fournir son PPSPS au coordonnateur.

L'entreprise mandataire a, à sa charge, d'informer des règles de sécurité l'ensemble de ses intervenants.

11.8.6 - CONTROLE D'ACCES

Tout le personnel des entreprises portera un badge sur lequel figurera le nom du salarié ainsi que le nom de la société à laquelle il appartient (ou sur le casque).

Toutes les personnes qui accèdent au chantier doivent porter au minimum les protections individuelles suivantes : casques, chaussures de sécurité.

L'entreprise qui accueille, doit fournir le matériel de sécurité à ses visiteurs.

Le contrôle d'accès sera organisé par le MOA. Les personnels de l'entreprise devront strictement se soumettre aux règles définies par le lycée.

11.8.7 - DISPOSITIONS DE CHANTIER

Le coordonnateur en collaboration avec le Maître d'Œuvre et la maîtrise d'ouvrage examinera le plan d'installation de chantier ou figurera : les zones de stockage, les zones de cantonnement, les voies d'accès chantier, le stationnement des véhicules légers de chantier, l'installation de la clôture de chantier, ainsi que les dispositions à prendre afin d'éviter les contacts entre l'établissement existant en cours d'exploitation et le futur chantier.

Le plan d'installation de chantier sera établi par l'entreprise titulaire dès le début de la période de préparation.

11.8.8 - BASE VIE

La base vie sera prévue et installée par le titulaire, conformément au PGC annexé au dossier, et comprendra :

- Salle de réunion, sanitaires, réfectoire, vestiaires, ...
- Location, installation, entretien et repliement à la fin des travaux.

11.8.9 - BENNES DE CHANTIER

Mise en place de « bennes pour le tri sélectif des déchets et d'une zone « déchets toxiques » avec bac de rétention correctement dimensionnés. En cas d'utilisation de goulottes d'évacuation, les bennes seront munies de bâches afin de limiter les poussières.

- Installation : le titulaire.
- Entretien et Gestion : le titulaire.
- Consommation / Rotation : à la charge du titulaire.

Interdiction de brûler les déchets sur le chantier. (Sauf cas réglementaires particuliers : bois contaminé par xylophages). Les entreprises utilisant des produits portant sur l'étiquette les mentions : produit dangereux et/ou inflammables préciseront dans leur PPSPS la solution retenue pour l'élimination des déchets et emballages (lieu de décharge). Ces déchets ne pourront être déposés dans les bennes. Elle fera établir un BSD (Bordereau de Suivi des Déchets) dont une copie sera transmise à la maîtrise d'ouvrage.

Chaque entreprise devra acheminer ses gravois ou déchets jusqu'à ce moyen d'enlèvement.

11.8.10 - RESEAUX, ALIMENTATION EN EAU DU CHANTIER, DISTRIBUTION D'ENERGIE ELECTRIQUE

Suivant PGC annexé au dossier.

11.9 - PANNEAU DE CHANTIER

A la charge du titulaire, le panneau de chantier, installé uniquement à titre informatif pour le voisinage, sera défini avec le client en période de préparation du chantier.

11.10 - ÉTANCHÉITÉ PROVISOIRE

Si l'occultation provisoire des ouvertures est rendue nécessaire par les conditions climatiques pour permettre l'exécution des travaux intérieurs, elle sera réalisée par le titulaire sur son initiative ou sur demande du Maître d'Œuvre.

Le titulaire a également à sa charge l'étanchéité des toits et évacuation des Eaux Pluviales, par tous moyens, au fur et à mesure de son avancement.

11.11 - PROTECTION DES OUVRAGES

Le titulaire sera responsable de ses propres matériels et matériaux présents sur le site (stockés ou déjà mis en œuvre).

Le titulaire devra, à ses frais, assurer la protection de ses ouvrages et restera personnellement responsable de tous les dégâts qui seraient occasionnés pour quelque cause que ce soit (vols ou dégradations) jusqu'à la réception des travaux et la remise des clés au Maître d'Ouvrage.

Toutes précautions seront prises pour éviter d'ébranler les fondations des éventuels bâtiments mitoyens ou proches, des ouvrages en cours ou à conserver.

Les dégâts pouvant y être provoqués du fait des travaux seront réparés par le titulaire et à ses frais, d'une manière satisfaisante pour le Maître d'Œuvre. Ces dispositions s'appliquent à tous les ouvrages ou installations de viabilité, enterrés ou non.

Si des ouvrages, réseaux ou lignes de viabilité existants non indiqués sur les plans sont découverts, le titulaire en avisera le Maître d'Œuvre avant tout commencement de travaux et suivra ses directives en ce qui concerne les réserves à prendre dans chaque cas particulier.

11.12 - PROTECTION INCENDIE

Les moyens de lutte contre le feu sont fournis par le titulaire. Celle-ci installe des extincteurs :

- Dans tous les étages courants.
- Dans les locaux affectés au personnel : vestiaires, réfectoire.

Les extincteurs sont maintenus en parfait état de fonctionnement.

Les dépenses de location et d'entretien des extincteurs font partie de la proposition de prix de l'entreprise, et ce jusqu'à la livraison complète du chantier.

11.13 - STOCKAGE DES MATERIAUX

Tous matériaux et fournitures utilisés sur le chantier seront entreposés avec soin et à l'abri des dégradations et des intempéries. Chaque entreprise est responsable de son propre stockage.

12 - RÉCEPTION DES SUPPORTS

Le titulaire devra donner toutes indications utiles et plans de détails aux différentes entreprises concernées afin de déterminer la limite de fourniture et d'exécution de chacune d'elles et ainsi compléter intégralement leurs travaux respectifs et repousser toute omission possible aucune plus-value en cours de travaux ne pourra être prise en considération. Le titulaire devra réceptionner les différents travaux que doivent lui livrer les entreprises concernées en général tous les travaux devant lui servir de support. Il devra signaler par écrit aux architectes avant tout commencement de travaux, les surfaces impropres à la parfaite tenue de ses ouvrages.

Faute de s'y conformer, le titulaire sera considéré responsable de la bonne tenue de ses ouvrages et ne pourra demander aucun supplément ou délai. Le titulaire devra les calculs des puissances et dimensionnements des équipements.

En cours de travaux, le Maître d'Œuvre provoquera toute réception de travaux qu'il jugera utile et nécessaire, afin de cerner ce qui est appelé "points critiques" en présence du bureau de contrôle.

Ces réceptions de travaux se feront contradictoirement en présence des corps d'état devant intervenir sur ce dit support, en présence du Maître d'Œuvre qui tranchera et entérinera les décisions.

Toute entreprise pourra provoquer sur simple demande au Maître d'Œuvre, une semaine avant son intervention la réception de support, avant ses propres travaux.

En cas de supports ou parties de supports non conformes, le titulaire fera, par écrit, au Maître d'œuvre, ses réserves et observations avec justifications à l'appui.

Il appartiendra alors au Maître d'œuvre de prendre toutes décisions en vue de l'obtention de supports conformes.

Le Maître d'œuvre pourra être amené à prescrire des travaux complémentaires nécessaires. Selon leur nature, ces travaux complémentaires seront réalisés, soit par le corps d'état ayant exécuté les supports, soit par le titulaire, mais les frais en seront toujours supportés par le titulaire ayant exécuté les supports.

13 - APPROVISIONNEMENTS – PROTECTIONS – DEGRADATIONS

13.1 - APPROVISIONNEMENT DES MATERIAUX ET MATERIELS

Le titulaire fera son affaire personnelle de tous déchargements, manutentions et montage de ses matériaux, matériels et ouvrages fabriqués sans que le Maître de l'Ouvrage ait à intervenir. Toutes les précautions devront être prises au transport, au stockage sur le chantier et au levage, afin d'éviter la détérioration et la prise d'humidité des éléments stockés.

Les approvisionnements des matériaux sur site restent soumis aux contraintes de l'organisation de chantier.

Les approvisionnements ne peuvent pas être payés à l'entreprise sur situation mensuelle. Seuls les matériaux mis en œuvre et les matériels et équipements fixés peuvent lui être réglés (ou voir CCAP).

13.2 - PROTECTION DES OUVRAGES

Le titulaire est tenu de protéger ses ouvrages suivant les règles de l'art.

En particulier, il devra prendre toutes mesures nécessaires pour protéger les ouvrages en cours de construction contre les éboulements dus aux dépôts de matériaux, chocs, chariots, engins, etc.

De même, les arêtes, saillies, etc. seront protégées contre les risques d'épaufrure et de dégradation, après mise en œuvre.

Tous les frais entraînés par suite de dégradation résultant d'une protection ou d'un stockage défectueux seront supportés intégralement par le titulaire défaillant.

Sur simple demande du Maître d'Œuvre, les entreprises doivent la mise en œuvre de protections sur les parements terminés afin d'éviter qu'ils ne soient dégradés par l'avancement du chantier. (ex : polyane sur les sols souples, protections des arêtes vives, contreplaqués sur vitrages exposés ou bardages, etc...).

13.3 - DEGRADATIONS – VOLS

Le Maître d'ouvrage ne pourra en aucun cas avant la réception des travaux, être concerné par les frais résultants des vols ou dégradations sur le chantier, qui, en tout état de cause, resteront à la charge du titulaire.

Le titulaire conserve la responsabilité de l'ouvrage jusqu'à sa prise de possession par le Maître de l'Ouvrage qui s'étend après réception avec ou sans réserve des travaux.

14 - NETTOYAGES

Le nettoyage régulier du chantier relève de la responsabilité de chaque entreprise ; celui-ci devra être réalisé régulièrement et si nécessaire sur indication de la Maîtrise d'Œuvre.

14.1 - NETTOYAGE DES INSTALLATIONS BASE VIE

Chaque semaine les entreprises devront le nettoyage des locaux de la base vie, exempté de toute salissure.

Dépose des gravats dans la benne.

14.2 - NETTOYAGE DU CHANTIER

Chaque jour les entreprises devront laisser leur(s) zone(s) de travail exempté(s) de toute salissure. Dépose des gravats dans la benne.

Le non-respect du nettoyage journalier est prévu par des pénalités définies au CCAP.

14.3 - NETTOYAGE DES ABORDS DU CHANTIER

Un nettoyage plus méticuleux sera effectué toutes les fins de semaine.

Les accès du chantier seront nettoyés régulièrement sur l'initiative du titulaire (balayeuse, etc.) :

- Nettoyage : Titulaire.
- Consommation / Rotation : à la charge du titulaire.

14.4 - EQUIPE DE NETTOYAGE

En plus du personnel assurant l'évacuation de ses propres gravats, l'entreprise met en place une équipe de nettoyage chargée d'effectuer les nettoyages quotidiens.

Cette équipe est constituée de manœuvres dirigées par un chef d'équipe. Elle a à sa disposition les moyens nécessaires à l'exécution de ces travaux (pelles, balais, brouettes, poubelles, etc..).

L'ensemble des dépenses de l'équipe de nettoyage est imputé à l'entreprise titulaire.

14.5 - NETTOYAGE DE FINITIONS

Au moment des finitions, le Maître d'Œuvre se réserve le droit de faire appel à une entreprise spécialisée afin d'amener les locaux et ouvrages en parfait état de propreté pour la réception, en cas de défaillance de l'entreprise devant assurer la finition.

Ce nettoyage n'exclut en aucune façon les différents nettoyages dus par chaque entreprise dans le cadre de ses prestations (ex : carrelages, sols souples, sanitaires, peintures, vitreries, etc..).

De plus, il est précisé que chaque entreprise est responsable des dégradations, y compris les nettoyages en découlant, qu'elle cause aux ouvrages d'autres corps d'état.

En application de ces principes, et éventuellement par dérogation à ces principes, les divers nettoyages énumérés ci-dessous sont à la charge du titulaire :

- Nettoyage après exécution des travaux de plâtrerie.
- Nettoyage après carrelage.
- Nettoyage des appareils sanitaires, chauffage, VMC, filtres divers.
- Parachèvement du nettoyage nécessaire à la préparation des sols avant travaux de carrelage ou de revêtement des sols.
- Nettoyage général intérieur de réception.
- Nettoyage général extérieur de réception.

Imputation : Les frais éventuels de nettoyage de finition sont inclus dans les prestations du marché.